

F E D E C H O S E S

-----*Pour le fédéralisme*-----



Fédéchoses - *F095*

Pour la paix, la justice et



la démocratie mondiale

Une Europe unie



pour un Monde uni

1997 - 1er Trimestre

N°95

Éditorial

La lutte contre l'extrême-droite ne suffit pas

Les nombreuses manifestations consensuelles contre la montée du Front National nous sont décidément bien sympathiques. Elles illustrent un réveil de la conscience politique chez les citoyens français qui ont désaffecté partis et syndicats mais qui réagissent à l'étalage des thèmes racistes et xénophobes par un Front National qui mobilise, de son côté, d'autres citoyens déçus de la politique. La crise de l'État national renvoie la classe politique, comme les citoyens, à leur impuissance, comme cela s'est produit déjà en Europe dans l'entre-deux guerre avec pour issue le succès des partis fasciste et nazi et la guerre.

Pour combattre efficacement l'extrême-droite, il ne suffit pas de fustiger ses thèmes politiques, il faut s'attaquer à ses racines qui prolifèrent sur le terreau de la crise de l'État national.

Tant qu'on n'aura pas compris qu'il faut d'urgence se mobiliser pour déplacer le cadre de la vie politique au plan européen, seul niveau où la démocratie peut aujourd'hui prendre encore du sens, les anathèmes contre l'extrême-droite, en France comme dans les autre pays de l'Union, resteront des pétards mouillés. La mobilisation contre le Front National passe aujourd'hui par l'engagement concret pour une Europe fédérale.

Fédéchoses

AVIS AUX LECTEURS

Le comité de rédaction invite tous ses lecteurs à participer activement à la diffusion et éventuellement à la rédaction, de Fédéchoses.

Vous pouvez : nous transmettre des articles, nous écrire pour nous faire part de vos impressions, de vos observations, de vos conseils...

Vous pouvez également, faire parvenir gratuitement un exemplaire de Fédéchoses à quelqu'un, pour ceci renvoyez-nous le bon ci-dessous.

Fédéchoses vous remercie d'avance de vos courriers.

Composition du Comité de rédaction :

Jean-Francis Billion
Aude Bissuel
Roland Calba
Benoît Cassier
Didier Colmont
Daniel Hulas
Jean-Luc Prevel

Je désire faire recevoir à :

Nom (Majuscule) :

Prénom :

Adresse :

- ☐ le présent numéro
☐ Le numéro suivant
☐ Le numéro*

Demandé par :

* Selon les numéros disponibles.



**FEDECHOSSES-POUR LE
FEDERALISME**

Presse Fédéraliste
26, rue Sala - 69002 Lyon

Directeur de publication :
Jean-Luc PREVEL

C-E Imprimerie
5, rue Bugeaud - 69006 Lyon

Commission paritaire 56256

SOMMAIRE

**P 1 : Editorial La lutte contre
l'extrême-droite ne suffit pas.**

P 3 : Ce que centralisme veut dire.

P 4 : En mémoire de Mario Albertini.

P 5 : Vers la démocratie internationale.

**P 6 : Du Fédéralisme entendu
comme solution à la division
de l'humanité.**

**P 8 : L' Europe lance l'année contre le
racisme.**

P 9 : Manifeste de la J.E.F.

P 13 : L'Europe attend.

**P 15 : Pour une Assemblée constituante
européenne.**

P 16 : Fédémots Nuit métisse.

ABONNEMENT

NOM : PRENOM :

ADRESSE :

Normal : 50 F

Militant : 100 F

soutien 500F

- Chèque à l'ordre de " Presse Fédéraliste " 26, rue Sala 69002 LYON
- C.C.P 2490 82 P LYON (N° supplémentaires sur simple demande)

Ce journal vous a intéressé - SOUTENEZ-LE ! DIFFUSEZ-LE AUTOUR DE VOUS.

Ce que centralisme veut dire

Le centralisme jacobin propre à l'Etat français n'est pas un mythe, nos lecteurs le savent bien. Plusieurs faits récents sont venus le confirmer.

En décidant de créer un Musée des Arts Premiers (on ne dit plus "primitifs") au Palais de Chaillot, place du Trocadéro, à Paris, Jacques Chirac a rendu inévitable le déménagement du Musée de la Marine qui s'y trouve depuis 1943. De nombreuses voix se sont élevées, notamment en Bretagne, pour déclarer que le déménagement des collections devait être l'occasion d'élargir le musée jusqu'ici consacré essentiellement à la marine militaire, assez poussiéreux et peu fréquenté, à l'ensemble des activités maritimes (marine de commerce, pêche, nautisme, grandes explorations, nouvelles technologies...) mais aussi d'installer ce nouvel équipement, comme la logique le voudrait, sur le littoral. L'Union démocratique bretonne (UDB) la première s'est manifestée en ce sens en avançant l'idée d'un "futuroscope de la mer", suivie par les maires de Brest, de Lorient et de Rennes, les parlementaires bretons et le président du Conseil régional. Si l'idée d'un élargissement du musée, proposée par les Bretons, a bien été retenue (Chirac parle d'un Musée de l'Aventure Maritime), il semble que Paris doive en tirer tout le bénéfice. En effet, chargé de mission sur ce dossier, le député Jean-François Deniau, un fana de voile paraît-il, a d'emblée exclu l'idée d'un déménagement en "province" et s'en est tenu à une solution strictement parisienne "au nom du prestige" (sic).

Peu importe qu'en Italie, en Allemagne, en Belgique, aux Pays-Bas et même en Russie, les musées comparables ne se trouvent pas dans la capitale d'Etat mais dans des villes portuaires (Gênes et Venise en Italie, Bremerhaven et Hambourg en Allemagne, Anvers en Belgique, Amsterdam aux Pays-Bas, Saint-Petersbourg en Russie), la sacro-sainte "exception française" est là pour nous rappeler que la France ne fait jamais rien comme les autres, quitte à se couvrir de ridicule.

Sachez donc, vous les pions qui habitez à plus de 5 km du Palais de l'Elysée, que 700 millions de francs seront prélevés dans

la poche de tous les contribuables "vaincus" ("province" signifie en latin pays vaincu) pour que les citoyens de seconde zone dont l'infortune a voulu qu'ils résident à Dunkerque, Brest, Bordeaux, Bayonne, Perpignan, Marseille, Ajaccio ou Pointe-à-Pitre aient le privilège de découvrir "l'aventure maritime"... à la sortie du métro parisien. 700 millions de francs qui s'ajouteront aux 60 milliards déjà engloutis dans les grands travaux parisiens accomplis depuis la présidence de G. Pompidou. Rappelons, à titre d'exemple, que la mégalomaniacale Très Grande Bibliothèque de Tolbiac - et anachronique à l'heure du multimédia et des réseaux en ligne - a déjà coûté 8,5 milliards de francs (soit 8 années du budget de la Franche-Comté) et que l'Opéra-Bastille, déjà délabré, coûte chaque année plus de 500 millions de francs en frais de fonctionnement. Le prestige, on vous dit!

Puisque nous sommes dans le cuculturel, restons-y. Chaque année La Documentation Française publie "les chiffres de la culture en France". L'édition 1996 est instructive. On y apprend, par exemple, que l'Opéra de Paris reçoit de l'Etat 509 millions de francs quand tous les autres théâtres lyriques de France ne reçoivent que 72,45 MF. Les crédits d'acquisition pour les musées nationaux se sont élevés, en 1995, à 39,8 MF dont 20,8 MF pour le seul Centre Pompidou. Enfin la cerise sur le gâteau: 970 ateliers d'artistes sont subventionnés par le ministère de la Culture, dont 374 dans la seule ville de Paris et 526 dans le reste de la région parisienne... et de ce fait 70 (7,2%) "ailleurs". Qu'on se le dise, en "province", on ne crée pas, on barbouille.

Dans un autre registre, la décision de délocaliser le CNASEA (Centre national d'aménagement des structures des exploitations agricoles) - 300 emplois - de Paris à Limoges vient d'être reportée avant que d'être peut-être purement et simplement annulée. Dans le Limousin, région occitane particulièrement affectée par l'exode des activités et des hommes, c'est bien sûr l'émoi. Sur l'ensemble de la France on est loin de l'objectif de 30.000 emplois publics délocalisés que s'était fixé Edith Cresson, alors Premier ministre, en 1991. A titre de comparaison, dans l'Espagne à peine libérée du franquisme, la réforme constitutionnelle qui, dès la fin des années 70, a créé ou recréé (dans le cas du Pays Basque, de la Catalogne et de la Galice) les autonomies régionales a conduit à déplacer 500.000 postes de fonctionnaires d'Etat vers les régions.

Aujourd'hui la France est, après l'Italie, l'Etat d'Europe occidentale où les inégalités régionales sont les plus fortes et tendent à s'aggraver. Dans un article récent (5/12/1996), François Grosrichard, spécialiste des questions d'aménagement du territoire au journal "Le Monde", rappelait fort opportunément: "quand le produit intérieur brut (PIB) par habitant est de 78.000 F dans le Cantal et de 88.000 F dans les Côtes d'Armor, il dépasse 132.000 F dans la Marne, 143.000 dans le Rhône et 290.000 F dans les Hauts-de-Seine". Soit pratiquement un rapport de 1 à 4 dans l'hexagone (sans parler des DOM et des TOM). La fameuse "fracture sociale" se double d'une fracture territoriale que l'Etat jacobin, obnubilé par ses rêves de grandeur, s'avère incapable de réduire.

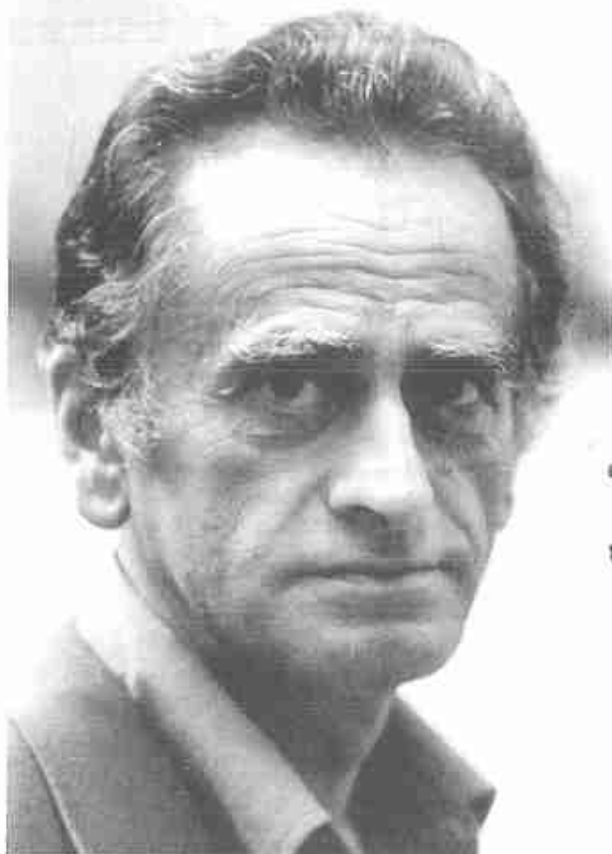
Le conservatisme de la France, que Jacques Chirac vient de brocarder, est réel, mais il est peu probable que l'énarque et ancien maire de Paris (pendant 18 ans) qui a investi l'Elysée y porte jamais remède. D'ailleurs le gouvernement qu'il s'est choisi s'est particulièrement distingué en cette fin d'année dans le cadre de la loi de finances 1997. Les crédits de l'aménagement du territoire, avec un budget dérisoire d'1,6 milliard de francs, sont en baisse de 15,5% et même de 23% en autorisations de programme.

Près de trois ans après le soi-disant "grand débat" sur l'aménagement et le développement du territoire et le comité interministériel de Mende provoqués par Pasqua, on attend toujours les premières applications concrètes. Le schéma national d'aménagement et de développement du territoire programmé pour le printemps 1996 a été plusieurs fois repoussé par le ministre Jean-Claude Gaudin. Un nouveau calendrier vient d'être annoncé: examen du projet par le Conseil des ministres en février 1997 et débat au Parlement à l'automne. L'entérinement par le gouvernement du principe d'un 3^e aéroport international dans le bassin parisien d'ici 20 à 25 ans et, en parallèle, la décision de construire immédiatement une 3^e piste à Roissy, nous ont déjà prouvé que les dés sont pipés et que les autres régions ne peuvent rien attendre de bon de ce pouvoir.

Le temps passe, les campagnes se désertifient, les villes petites et moyennes perdent leurs jeunes, notamment les mieux formés et les plus compétents, faute d'emplois qualifiés... mais les milliards continuent de pleuvoir sur Paris, au nom du "prestige". Si les régions veulent rompre avec cette logique funeste, elles doivent prendre leur destin politique en main et organiser entre elles une vraie solidarité sur des bases fédérales.

En mémoire de Mario Albertini

Le 20 janvier, le grand esprit de Mario Albertini a cessé de penser. Il nous a enseigné à concevoir d'une manière nouvelle le nationalisme et le fédéralisme. D'après Albertini, la nation n'est pas une communauté naturelle mais un mythe qui sert à garantir la cohésion de l'État bureaucratique et centralisé : le fédéralisme n'est pas simplement la théorie d'une forme d'État mais une idéologie dont l'objectif est la réalisation de la paix. Cependant, sa contribution à la compréhension du sens de l'histoire contemporaine représente seulement la moitié de son oeuvre.



Conscient que la connaissance constitue une force révolutionnaire puissante, il considère la théorie fédéraliste de la politique et de l'histoire comme l'instrument d'une bataille politique : la bataille pour abattre les États nationaux et construire la Fédération européenne considérée comme le premier pas sur la voie de la Fédération mondiale. Il a consacré l'essentiel de son énergie à construire l'instrument de cette bataille, le Mouvement fédéraliste européen, et à élaborer sa stratégie. Cet apport pratique à l'affirmation du fédéralisme constitue un titre de gloire qui n'est pas moins important que pour les apports théoriques. Comme cela est arrivé il y a 11 ans à Altiero Spinelli, la mort l'a touché avant la réalisation de son projet politique, alors que la bataille, peut-être décisive, pour l'Assemblée constituante européenne, était en chantier. Nous ferons nôtre cette bataille et nous mènerons loin la voie qu'il a tracée jusque dans les régions inexplorées de la démocratie internationale.

En souvenir nous publions ci-contre quelques extraits du rapport de Mario Albertini, président de l'Union européenne des Fédéralistes, au Xème Congrès de l'UEF du 14 au 16 mars 1980.

Fédéchoses

Mario Albertini

Vers la démocratie internationale

...**N**ous, fédéralistes, devrions toujours prendre en compte notre originalité : nous prétendons faire de la politique, mais n'employons comme moyens ni le vote, ni la représentation d'intérêts catégoriels, ni, évidemment, la violence. Nous n'employons qu'un seul moyen : les idées. Il s'ensuit que, soit nous réussissons à nous distinguer par nos idées - et le fédéralisme nous permet de le faire - soit nous n'existons pas. En pratique, pour développer notre travail et mener notre lutte, nous devons nous occuper des nécessités nouvelles qui ne se manifestent encore dans le débat politique normal que partiellement et confusément, en partie pour des raisons qui tiennent à la nature de la politique et de ses exigences pragmatiques, en partie à cause de la contradiction dans laquelle se trouve encore l'Europe (problèmes de dimension européenne et mondiale, alors que les moyens d'action ne sont complètement développés qu'au niveau national : budget, monnaie, armée, gouvernement). Notre tâche est alors de mettre sous forme d'une vérité scientifique et culturelle ces nouvelles nécessités encore confuses, sans avoir peur d'en parler, même si elles sont encore difficiles à dire ; et même si, ce faisant, nous sommes régulièrement accusés d'utopisme, de théologisme, de mysticisme comme aime le faire, par exemple, un grand journal : le Monde. Mais, qui est le plus utopiste ? Celui qui pensait dès la guerre à l'unification de l'Europe, ou celui qui pense, encore aujourd'hui, à un avenir exclusivement national ? ...

...**C**'est dans ce cadre, celui de la séparation de la politique et de la culture, qu'il faut examiner la crise qui se manifeste partout sous différentes formes. Il n'y a jamais de crise quand les hommes se trouvent face à de grandes difficultés ; il y a crise seulement quand ils ne savent pas comment les affronter et les surmonter, c'est à dire quand il y a divergence entre la connaissance (culture) et le contrôle (politique) du monde. Ce qu'on peut et qu'on doit constater à cet égard, c'est que désormais la science a un projet mondial, tandis que la politique a encore une somme de projets nationaux. Il faudrait, en outre, constater que ce fait ne met pas en évidence une hypothétique supériorité de la communauté scientifique sur la classe

politique, mais une limite des institutions, comme moyens de formation de la volonté générale ; Un programme mondial a besoin d'un sujet politique mondial ; mais les institutions sont encore bloquées aux sujets politiques nationaux, qui empêchent la formation d'une volonté générale de l'humanité. C'est pourquoi le message de la science se perd, même s'il est écouté. Dans l'état actuel du monde, ce message ne peut se traduire en volonté politique, il demeure un vœu pieux...

...**P**our combler le fossé entre la culture et la politique, il faut combler le fossé entre les nations et la communauté internationale, en appliquant progressivement les règles de la démocratie aux rapports internationaux. A cet égard, le fédéralisme a son mot à dire et sa contribution à apporter. Je dois rappeler que, premièrement, le fédéralisme a rendu possible une critique scientifique de l'idée de nation exclusive (État national) et que, deuxièmement, le fédéralisme comme technique institutionnelle permet de réaliser un ensemble constitutionnel de gouvernements indépendants et coordonnés (K.C.Wheare). En définitive, grâce au fédéralisme, on peut passer du gouvernement démocratique d'une seule nation au gouvernement démocratique d'une société libre de nations indépendantes. Pour cette raison, le fédéralisme va jusqu'aux racines de la crise ; c'est à dire jusqu'au point où il faut tout remettre en question tant par la pensée - pour construire notre vision du monde sur la base des difficultés d'aujourd'hui et non de celles que nous avons surmontées dans le passé - que par l'action - pour remplacer les rapports de force entre les nations par une situation dans laquelle chaque État, même le plus petit, peut attendre sa sécurité et la sauvegarde de ses droits, non de sa force ou de ses propres évaluations juridiques, mais seulement de cette grande fédération des peuples, d'une force collective et de la délibération selon les lois de la volonté commune (ce sont les mots écrits par Kant en 1784, que la culture n'a pratiquement pas encore pris en considération, laissant le monde, et en premier lieu les jeunes, dans l'ignorance absolue de cet aspect de la pensée de Kant)...

DU FEDERALISME ENTENDU COMME SOLUTION A LA DIVISION DE L'HUMANITE

texte de Mario Albertini - tiré de Storia del federalismo europeo

(ERI, Turin, 1973, pages 75-80)

traduit de l'italien par Bernard Lesfargues

Les fédéralistes assument la responsabilité de la division de l'Europe à laquelle je faisais allusion, et du fait que cette imperfection correspond à un rejet insuffisant des valeurs autoritaires et belliqueuses de l'Etat-nation. C'est pour cela que leur propos dépasse l'Europe, et d'une façon bien précise. Aussi, lorsque les exigences de la lutte restreignent trop l'horizon et que naît le besoin de regarder au loin, les fédéralistes disent qu'il faut continuer à faire de la politique afin de préparer le jour où les hommes ne seront plus dans l'obligation de faire de la politique. Les fédéralistes se battent pour la Fédération européenne, et non pour la Fédération mondiale, uniquement parce que la conscience révolutionnaire ne permet pas de s'évader de la réalité.

A ce propos, je tiens à souligner trois choses. La première, c'est que personne n'obligera les fédéralistes à soutenir le gouvernement européen, même si c'est avec leur apport que se formera l'Europe pour laquelle ils se battent. Fût-ce au prix d'être tournés en ridicule, comme cela s'est vu, les fédéralistes les plus conscients ont toujours soutenu que leur place, en Europe, sera dans l'opposition. Il est tout de même étonnant que les gauches européennes ne s'en soucient pas et aillent ainsi jusqu'à imaginer un Etat européen plus compact, plus totalitaire que l'Etat national. En réalité, les gauches nationales devraient se demander si une opposition

européenne ne serait pas plus féconde que les oppositions nationales.

Il faut que j'explique ce paradoxe : la participation à la construction d'un Etat dont on sait par avance qu'on devra le critiquer. Cela n'a rien de déroutant. C'est le paradoxe de tout progrès sur la voie de la révolution. Celle-ci est mondiale, universelle. C'est pourquoi tout progrès dans cette voie n'a plus de sens, pour celui qui en assume la responsabilité, s'il n'accepte pas de rester dans l'opposition une fois sa tâche menée à bien. Cela s'est toujours vu, soit positivement par désintérêt pour le pouvoir, soit de façon négative par revirement des perspectives historiques dans l'esprit de ceux qui, après avoir accepté la responsabilité d'une transformation de caractère révolutionnaire, ont accepté aussi celle de gérer le pouvoir. J'expliquerai mieux ce paradoxe, du moins je l'espère, en insistant sur le second point. Les grandes étapes de la révolution ont toujours eu deux sens : le premier est pratique, immédiat, inscrit dans les institutions nouvelles et dans les nouveaux comportements politiques et sociaux ; l'autre est historique et ne s'inscrit que dans la culture, si par culture l'on entend ce qui motive en profondeur la formation de la pensée humaine. Si l'on porte sur la Révolution française un jugement, non pas par rapport à la vie avant elle mais par rapport aux idéaux de la tourmente révolutionnaire, elle n'a connu qu'un succès

modeste : l'Etat que nous condamnons aujourd'hui en le qualifiant de "jacobin" et de "napoléonien", sans pour autant méconnaître qu'il a fait tomber bien des barrières et oublier les forces historiques qu'il a libérées.

En tout cas, l'Etat "jacobin/napoléonien" n'a pas détruit la signification globale de la Révolution française. C'est par elle que le principe démocratique s'est implanté dans la culture de l'humanité. Bien que sa réalisation demeure imparfaite, malgré toutes les défaites que la démocratie a subies, ce principe s'est ancré profondément dans le cœur de l'homme et on n'a pas pu l'en arracher. Le fascisme, qui le récusait ouvertement, a été balayé. Les Etats socialistes à parti unique, qui le renient en fait dans la pratique, sont bien incapables de ne pas l'exalter dans la théorie et dans les rites de la vie politique.

Une même remarque peut être faite pour la révolution soviétique. La distance qui sépare les institutions révolutionnaires et l'Etat soviétique est si grande qu'il va de soi, désormais, d'en tirer la conclusion que ce n'est pas le communisme qu'on a réalisé mais un rigide capitalisme d'Etat. Toutefois, lorsque l'on dit "capitalisme d'Etat" on met en évidence un aspect empirique de la réalité soviétique aux dépens de ce qu'elle signifie historiquement. Mais nous devons aussi être parfaitement conscients du fait qu'après la révolution soviétique la propriété privée

des moyens sociaux de production a, d'un point de vue culturel, perdu toute légitimité. L'effective propriété sociale des moyens de production est encore lointaine, comme d'autre part, la véritable démocratie demeure encore bien loin. Mais l'absolutisme étant mort, à jamais me semble-t-il, dans le coeur des hommes, il en est de même avec le principe de la légitimité de la propriété privée des moyens sociaux de production.

La pratique s'adapte à la démocratie imparfaite de l'Occident, qui est imposée et qui est manipulée ; elle s'adapte à la gestion, imposée et manipulée, de la production collective à l'Est. La culture, non. Et c'est la culture qui nous donne la mesure de l'écart entre ce qui est et ce qui doit être, et de la sorte donne leur sens aux courants les plus profonds de la vie.

A la lumière de ces observations j'ai l'impression qu'il n'est pas possible de porter un jugement valable sur l'Etat européen si l'on ne garde pas présent à l'esprit, à côté de ce qu'en pratique il refusera, ce qu'en théorie il refusera également, afin de mettre en évidence non seulement ce qu'il affirmera ouvertement et sur-le-champ, mais aussi ce qu'il affirmera dans la sphère de la culture.

Dans la pratique, l'Etat européen refusera, au risque d'entraîner les conséquences déjà exposées, la division de l'Europe en Etats nationaux. Théoriquement, il refusera les nations ou, plus exactement, la fusion de la nation et de l'Etat, l'asservissement de la nation, qui est en soi culture et universalité, à l'Etat unitaire, c'est-à-dire replié sur lui-même,

qui est en soi puissance et particularisme. Dans son message de Noël, en 1957, Pie XII a défini - très justement à mon modeste avis - ce type d'Etat comme une des créations les plus démoniaques de l'histoire de l'humanité, et précisément pour cette raison - là. Il est significatif qu'une critique de ce genre, qui se retrouve dans les expressions les plus cohérentes du libéralisme, de la démocratie et du socialisme, se soit manifestée aussi dans le cadre de la religion, celui dans lequel le critère de la transcendance permet de distinguer avec le plus de netteté ce qui demeure toujours ouvert de ce qui est clos à jamais et qui rabaisse et étouffe la vie.

Il s'agit par conséquent de découvrir le sens de cette négation théorique. La Fédération américaine ne permet pas, pour des raisons historiques, d'en prendre connaissance. Elle s'est formée dans ce qui n'était encore qu'une voie marginale de l'histoire, à l'abri des grands conflits entre Etats et entre classes. Et elle n'a gommé, la constatation s'impose, que treize petits Etats dépourvus d'une histoire aussi bien étatique que nationale.

Mais la Fédération européenne devra nier, au sens dialectique du terme, la France, l'Allemagne et l'Italie : les grandes nations historiques. Ce sont ces nations qui ont rendu classique l'idée de nation comme division organique du genre humain ; elles sont l'expression laïque, historiquement concrète, de la culture de la division politique du genre humain. Leur négation correspondra par conséquent à la négation de la culture de la division politique

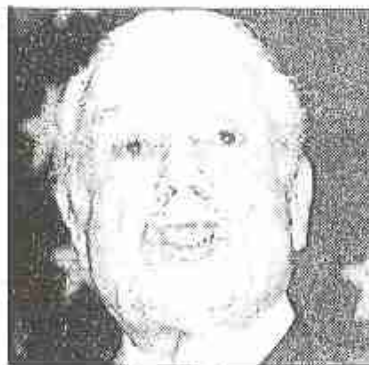
du genre humain.

N'oublions pas que la Fédération européenne sera un Etat parmi d'autres Etats. En instituant des élections à l'échelle de l'Europe parallèles aux élections nationales, le loyalisme des citoyens s'en trouvera dédoublé. On peut estimer qu'en abolissant le service militaire obligatoire la Fédération européenne brisera l'équivalence citoyen = soldat. Mais elle devra, au besoin, défendre son autonomie par des moyens militaires, en tant que puissance parmi les puissances. Dans la pratique elle restera sur le terrain de la division politique du genre humain, même si l'examen de sa raison d'Etat, qui exigerait un autre discours, incite à mettre en évidence qu'elle sera moins brutale et socialement moins oppressive que l'Union Soviétique ou les Etats-Unis d'Amérique.

Pourtant, dans la théorie, l'Etat européen campera sur le terrain de la négation de la division politique du genre humain. C'est historiquement ce qu'il y a de plus important. La culture nationale, en tant que théorie de la division politique du genre humain, est la culture qui, dans les faits, en dénaturant le libéralisme, la démocratie et le socialisme - soviétique ou pas - a légitimé l'obligation de tuer. La culture de la négation de la division politique du genre humain est la négation historique de cette obligation ; c'est l'affirmation, dans la sphère de la pensée, de l'obligation politique, et pas seulement spirituelle, de ne pas tuer. C'est pourquoi elle est le cadre historique de la lutte pour l'imposer y compris dans la pratique, au-delà de la Fédération européenne, avec la Fédération mondiale.

L'Europe lance l'année contre le racisme

Les Quinze ont réaffirmé au Parlement de Strasbourg, hier, leur détermination à combattre toutes les discriminations



Jean Kahn

L'« année européenne contre le racisme » a été décrétée hier par le conseil des ministres de l'Europe des Quinze dans le but d'affirmer « la pluralité des cultures » et la « détermination à combattre toutes les discriminations ».

« Ce n'est pas par hasard si nous avons choisi de procéder à ce lancement en marge de la clôture des débats du FN », a confié le président de la Commission nationale consultative des droits de l'Homme, Jean Kahn. « Un congrès s'achève sur des paroles d'intolérance et de haine. C'est la clôture de la honte. Ici, c'est l'ouverture d'une autre Europe, celle de l'éthique et de la liberté », a martelé M. Kahn.

Il avait peu avant ouvert la cérémonie dans l'hémicycle du Parlement européen par une minute de silence à la mémoire de « toutes les victimes de la haine, de l'intolérance, du racisme, de la xénophobie et de l'antisémitisme ». Initiateur de cette opération qui doit être marquée tout au long de l'année par des centaines de manifestations à travers l'Europe, Jean Kahn a salué le grand rassemblement anti-FN samedi à Strasbourg. « Une population a superbement réagi en rejetant les thèses du rejet », a-t-il lancé

sous les applaudissements nourris de représentants d'organismes anti-racistes, d'étudiants, de dignitaires religieux, d'ambassadeurs et de personnalités alsaciennes.

Représentant le président du Parlement européen, le député britannique Glynn Ford, rapporteur de la commission racisme et antisémitisme du PE, a lui aussi salué les Strasbourgeois. « Le mal fleurit lorsque les sages restent silencieux et à Strasbourg, les sages ont dit: c'est assez ! », a-t-il lancé sous les ovations de l'assistance. « La lutte a commencé. L'intolérance et la haine ont trouvé leur limite », a-t-il ajouté.

Des représentants de l'Union des Etudiants Juifs de France (UEJF), qui tenait depuis vendredi leur convention européenne à Strasbourg, ont également manifesté leur enthousiasme face à la mobilisation anti-FN.

Les ovations les plus chaleureuses ont cependant été réservées à Catherine Trautmann, maire socialiste de Strasbourg, sacrée au cours des trois derniers jours « fer de lance » de la lutte anti-FN dans sa ville. Elle a lancé un vibrant appel au « respect mutuel de la différence » et à « la poursuite de la lutte anti-raciste, populaire et urbaine ».

VITROLLES PERD SON JUMELAGE AVEC UNE VILLE ALLEMANDE



« Le Canard enchaîné » - Mercredi 5 mars 1997

MANIFESTE

JEUNESSE EUROPEENNE FEDERALISTE

La Jeunesse européenne fédéraliste est un mouvement politique supranational présent dans de nombreux pays européens. C'est une organisation de jeunes, autonome, qui n'a aucune affiliation, d'engagement à l'égard d'un parti politique. Elle participe à des échanges d'opinion et d'expérience avec d'autres mouvements politiques mais ne s'identifie à aucun d'eux.

Les interlocuteurs de la JEF sont les partis politiques, les institutions européennes, nationales et locales ainsi que l'opinion publique. Dans ce sens, la JEF est un mouvement politique mais pas un parti ; la JEF n'est pas concernée par la gestion directe du pouvoir politique : elle concentre son action sur la réalisation de la démocratie internationale à travers l'établissement d'un système fédéral en Europe et dans le monde.

L'objectif de la JEF consiste à travailler pour la création d'une fédération européenne, première étape vers la paix et la Fédération mondiale ainsi que pour une société fédérale plus libre, plus juste et plus démocratique. La JEF milite pour l'avènement d'une démocratie internationale, dans un premier temps au niveau du continent européen, sans se limiter à ce niveau là. Elle essaie de mettre en œuvre les principes du fédéralisme qui s'enracinent dans les écrits de Proudhon, Kant, Marc, Spinelli et d'autres.

Le fédéralisme propose une société décentralisée, autogérée, où les personnes concernées par une décision peuvent participer à son élaboration. Toutes les décisions doivent être prises par des institutions démocratiques au niveau le plus approprié.

La démocratie à tous les niveaux

Aujourd'hui, le monde est confronté à une crise de gouvernement. Il est clair que les Etats-nations sont incapables de résoudre les nombreux problèmes issus de leur interdépendance croissante. Par ailleurs, ils aggravent ces problèmes par leur manque de volonté à adopter des solutions démocratiques à un niveau supranational et souvent aussi à un niveau infranational.

L'incapacité des Etats nationaux à mener à bien les réformes nécessaires est due à deux raisons principales. Premièrement, l'Etat-nation constitue un système centralisé et bureaucratique visant à la conservation du pouvoir et qui s'éloigne de plus en plus de l'individu. C'est le manque de participation et de transparence dans le processus décisionnel qui contribue à cette aliénation. Des décisions sont prises sans que les personnes concernées en aient connaissance et sans qu'elles aient été consultées. Cela signifie que beaucoup de problèmes qui ne peuvent être résolus d'une manière adéquate qu'au niveau local ne connaissent pas de solution. Par ailleurs, les différences régionales et la diversité culturelle sont étouffées.

Deuxièmement, comme nous l'avons indiqué précédemment, l'interdépendance politique et économique a induit des problèmes qu'un Etat-nation isolé est incapable de contrôler. Jusqu'à présent, les efforts des Etats-nations pour résoudre de tels problèmes à travers la coopération inter-gouvernementale traditionnelle se sont montrés inadéquats.

Pour pouvoir les traiter, il est nécessaire d'élaborer des politiques communes qui doivent être démocratiquement fondées et efficacement réalisées par des institutions supranationales intégrées. Dans ce sens, une réorganisation de la répartition des pouvoirs et compétences entre les institutions nationales et européennes est urgente. L'Union européenne représente l'exemple le plus avancé d'intégration, mais son processus décisionnel dépend essentiellement de la méthode inter-gouvernementale (le Conseil des ministres constitue l'autorité législative et exécutive essentielle de l'UE) qui a démontré son caractère inefficace et non-démocratique.

L'approche fédéraliste

Donner au peuple le contrôle sur sa propre vie et donner un sens au mot démocratie implique des changements radicaux.

La reconnaissance des droits de la personne tels qu'ils sont établis dans la Déclaration des Droits de l'Homme des Nations-unies et la Convention européenne des Droits de l'Homme, est la condition nécessaire d'une société plus juste.

Le fédéralisme a pour principe que, dans la société chaque décision ne doit pas être prise à un niveau plus élevé que cela est nécessaire. Chaque individu a le droit d'exercer l'influence maximale dans les domaines qui le ou la concerne, avec pour seule limite les droits des autres individus.

La structure du pouvoir de la société doit être telle que l'autorité à même de résoudre un problème, réside là où le problème se pose, là d'où il provient naturellement.

Les principes démocratiques doivent être installés à tous les niveaux : dans le monde du travail, dans les lieux de vie, les institutions de l'éducation.

A quoi sert le fédéralisme ?

Pour que le fédéralisme soit efficace il faut, à chaque niveau, des institutions ayant les pouvoirs suffisants pour permettre et réaliser les décisions politiques nécessaires au bien de l'individu et de la communauté dans son ensemble. Les problèmes se manifestent aux niveaux local, régional, européen et mondial.

1) Au niveau le plus bas :

L'un des principes fédéralistes fondamentaux exige une décentralisation la plus poussée possible, pour résoudre le problème posé par la structure politique et économique actuelle des Etats-nations centralisés, notamment :

- des bureaucraties importantes, centralisées et lointaines qui induisent l'aliénation des citoyens et une faible participation au processus de décision ;
- la suppression des différentes minorités culturelles, politiques et économiques par la majorité dominante ;
- la division d'entités minoritaires naturelles par les frontières des Etats-nations créant ainsi des tensions fortes ;
- la standardisation de la culture à travers des méthodes telles que la centralisation des médias au niveau national ;
- la suppression des identités locales et du dynamisme civique ;
- un parti pris national de la structure économique qui empêche le développement régional et qui développe de ce fait une tendance de l'activité économique à se concentrer dans certaines régions.

Une Europe fédérale devrait être fondée sur des niveaux de gouvernements coordonnés et autonomes, par exemple : le district, la commune, la région, la nation, la région trans-frontalière et l'Europe. L'Etat-nation devrait être intégré dans une structure fédérale permettant aux communes et aux régions d'être coordonnées et autonomes à l'égard des niveaux national et européen.

Une Europe fédérale fondée sur des entités autonomes constitue une réponse aux problèmes mentionnés précédemment.

Même les politiques qui doivent être décidées à un niveau élevé devraient, si possible, être réglées à un niveau inférieur. Dans cette perspective, il faudra réaliser une action importante de décentralisation pour rétablir l'équilibre détruit par le développement de l'Etat national centralisé. Il est important que les divisions régionales en Europe tiennent compte, à la fois des aspirations culturelles et des aspirations des minorités.

Dans le cadre de la future Union européenne, l'unité des Etats-nations actuels ne devrait pas être considérée comme immuable. Les régions européennes devraient avoir la possibilité de pratiquer l'auto-gouvernement. Les régions devraient obtenir un réel pouvoir économique et politique leur permettant ainsi d'affronter directement et plus efficacement leurs propres problèmes.

Ce processus ne peut être mené à bien que dans un cadre démocratique ; de tels changements doivent être fondés sur le consentement de ceux qui sont concernés.

La coopération trans-régionale (comme le Conseil nordique et la Communauté Alpes-Adriatique) devrait être développée en tant que facteur important en Europe. Le niveau trans-régional sera un lien essentiel entre les niveaux inférieur et supérieur dans la société fédérale en Europe et dans le monde.

2) Au niveau européen

Les pays européens partagent un fond culturel, économique et politique commun. A travers les siècles ils se sont caractérisés par des modèles de développement semblables. Une Europe fédérale s'ouvrirait à tous les pays européens prêts à adopter les principes fédéralistes. Ce serait le meilleur moyen de sauvegarder les intérêts de tous les européens.

La dimension nationale est devenue radicalement insuffisante pour assurer la croissance économique, la protection de l'environnement, la justice sociale, un processus de décision démocratique et un développement acceptable. La création d'une Fédération européenne apporterait une manière plus efficace de s'attaquer à de tels problèmes. Ceux-ci ne peuvent être résolus que par un organisme supranational qui prévaudra dans le long terme sur l'intérêt national égoïste à court terme.

Les différences internes dans le développement économique pourraient être efficacement réduites par une coordination imposée par un gouvernement européen. Un développement économique équilibré renforcera l'Europe dans son ensemble. Parmi les institutions européennes existant actuellement, l'Union européenne devraient être considérée comme le noyau d'une fédération européenne.

L'Union européenne a besoin d'une structure plus fédérale pour réaliser pleinement la prospérité économique, la justice sociale et la protection de l'environnement.

La structure politique actuelle de l'Union ne permet pas d'aller dans le sens des véritables intérêts européens.

L'Union européenne ne devrait pas être gouvernée par les représentants des gouvernements des Etats membres. Les chefs d'Etat et de gouvernements, leurs ministres et leurs fonctionnaires, qui ne sont pas des élus, ont le pouvoir de bloquer ou de modifier toute décision. Ils représentent leurs propres intérêts nationaux et par conséquent ils ne peuvent pas, en règle générale, adopter une véritable position européenne.

Les politiques européenne devraient se développer en fonction d'un processus démocratique où les véritables besoin européens seraient pris en compte.

Le Parlement européen est considéré comme le fédérateur potentiel de l'Europe. Il doit avoir le pouvoir d'assumer sa fonction constitutionnelle et d'élaborer une constitution de l'Union européenne. Ce pouvoir ne lui sera pas accordé s'il n'a pas le soutien d'une grande partie des citoyens et spécialement des jeunes.

Le Conseil de l'Europe joue un rôle dans le processus d'intégration de toute l'Europe en poursuivant la coopération de l'Europe entière et en protégeant les droits de l'homme dans un nombre croissant d'Etats européens.

La paix est la valeur fondamentale du mouvement fédéraliste. Dans ce domaine, l'objectif principal de la J.E.F consiste à obtenir un système de coopération de toute l'Europe pour une sécurité commune. L'évolution de la C.S.C.E vers une structure supranationale ainsi que l'élargissement progressif de l'Union européenne constitueront le cadre qui permettra de poursuivre cet objectif.

3) Au niveau mondial

La fédération européenne ne constituera pas le point final de nos efforts pour obtenir un monde meilleur. Au contraire, la Fédération européenne devrait être considérée comme le point de départ vers un monde uni par les principes fédéralistes en tant que garanties essentielle de la paix mondiale.

La Fédération Mondiale est le but ultime de tous les fédéralistes. Le principe de solidarité ne devrait pas être limité à l'Europe ; il devrait être étendu aux relations mondiales pour dépasser les grandes disparités entre le Nord et le Sud.

Un renforcement des structures des Nations-unies constitue le seul moyen d'accroître son rôle dans le processus d'intégration mondiale. C'est pourquoi la J.E.F a le sentiment de faire partie du Mouvement fédéraliste mondial.

Les Jeunes européens fédéralistes savent que leur héritage politique est original et autonome, c'est pourquoi il leur appartient non seulement de le cultiver, mais aussi de le diffuser. Leur projet consiste à rencontrer les jeunes d'Europe car ils ont l'avenir entre les mains. Il faudra gagner un nombre croissant de jeunes pour la cause de la bataille fédéraliste en Europe pour ouvrir la voie à la démocratie internationale et à la paix mondiale.

Les Jeunes Fédéralistes Européens

Croient	que dans toute société, qu'il s'agisse d'individus ou de nations, la paix ne peut être garantie que par le règne de la loi.
Reconnaissent	qu'aucun système de relations internationales basé sur les Etats-nations souverain, pas même la supranationalité limitée de l'Union européenne, n'est capable de résoudre d'une manière adéquate les problèmes auxquels l'Europe est aujourd'hui confrontée.
Demandent	la réforme de l'Union européenne dans un sens fédéral, impliquant un gouvernement efficace qui agisse démocratiquement, préserve les structures locales, défende les droits du citoyen et soit accueillant à de nouveaux membres.
Réclament	que les pouvoirs et les responsabilités de l'Union européenne soient plus clairement définis et étendus de manière à pouvoir mener des activités efficaces et nécessaires.
Insistent	sur le fait que le Parlement européen devrait devenir le coeur démocratique de l'Union en complémentarité avec la démocratie nationale existante au lieu de la saper et d'éliminer le déficit démocratique avec sa collusion non contrôlée de diplomates, technocrates et bureaucrates.
Réaffirment	que les problèmes qui peuvent être efficacement résolus par les Etats membres ne devraient pas incomber à l'Union et qu'il convient de s'opposer à toute centralisation inutile dans quelque domaine qu'elle apparaisse.
Exigent	que les Droits de l'Homme soient garantis, renforcés et protégés à travers des décisions du gouvernement qui seraient à la fois prises et exécutées.
Soutiennent	que l'Union devrait chercher à inclure tous les pays européens qui souhaitent en devenir membres.
Déclarent	que les peuples d'Europe, qui ont démontré comment vieilles inimitiés et les haines, pouvaient être remplacées par l'amitié et la paix, devraient concrétiser ce progrès en réalisant une véritable Fédération européenne ce qui constituerait ainsi un exemple pour le monde.

L'EUROPE ATTEND

Voici le texte de l'appel lancé par le Groupe permanent pour une Europe démocratique, signé par 65 personnalités et rendu public le 7 décembre 1996 lors d'une Convention réunie au Sénat.

La construction européenne nous a apporté cinquante années de paix et un niveau de vie comparable à celui des pays les plus riches du monde. Mais aujourd'hui l'aggravation du chômage et l'impuissance de l'Union européenne en face du drame yougoslave amènent beaucoup de nos concitoyens à douter de la nécessité de poursuivre la construction d'une Europe unie. Ils ont tout : c'est au contraire de plus d'Europe que nous avons besoin. Ce qui nous manque, c'est une Europe capable de prendre des décisions et d'agir en temps utile. Or, que constatons-nous aujourd'hui ? Quinze gouvernements qui se prétendent souverains parviennent rarement à un accord exigeant l'unanimité et sont ainsi réduits à l'impuissance.

Certes, le traité de Maastricht a fixé des objectifs et même, pour l'Union Economique et Monétaire, un calendrier. Mais il n'a pas institué les moyens permettant d'y parvenir. Or il est vain de réclamer une "Europe forte", et de ne lui accorder que des institutions faibles.

Comment concilier le souhait d'un pouvoir fort au niveau européen, et le désir de préserver les identités nationales et les traditions régionales ou locales ? C'est le fédéralisme qui concilie ces exigences en apparence contradictoires. Il répartit les responsabilités aux différents niveaux où elles peuvent s'exercer avec efficacité.

Malheureusement, cette vision des choses est méconnue dans notre pays à cause d'une tradition millénaire de centralisme : les Français ont tendance à considérer que tout doit être décidé au niveau de l'Etat national. Cela entraîne l'absence du sentiment de responsabilité chez beaucoup de nos compatriotes. La majorité d'entre eux s'imaginent, bien à tort, que s'il y avait un exécutif européen, il déciderait sur tous les sujets, alors qu'au contraire il n'aurait de compétence que dans des domaines bien délimités. Une Fédération européenne étant multinationale et multiculturelle devrait laisser à ses Etats membres une plus grande influence sur la politique de l'Union que ce n'est le cas dans les Fédérations mononationales.

UNE VISION A LONG TERME

Une Union destinée à s'élargir jusqu'à doubler le nombre de ses membres sera

réduite à l'impuissance si elle ne dispose pas d'un gouvernement démocratique distinct des gouvernements nationaux. Ce gouvernement devra être issu directement ou indirectement du suffrage populaire et soumis au contrôle d'un Parlement à deux chambres, l'une représentant les Etats, l'autre les citoyens. Une Cour suprême devra trancher les différends entre, d'une part le pouvoir fédéral, d'autre part les Etats ou les citoyens.

Les gouvernements, dans leur majorité, ne semblent pas prêts aujourd'hui à promouvoir ces réformes ou même à les accepter. Du moins convient-il que la conférence intergouvernementale, qui doit aboutir en 1997, s'oriente dans la bonne direction.

QUELS OBJECTIFS POUR LA CONFERENCE INTERGOUVERNEMENTALE ?

Les réformes indispensables paraissent être les suivantes :

Le 2ème pilier de Maastricht (politique étrangère et de sécurité commune) et le 3ème pilier (politique commune d'immigration et d'asile, lutte contre le terrorisme international) devraient relever du domaine communautaire, plutôt que de la coopération intergouvernementale. En effet, celle-ci, par suite de la règle de l'unanimité et de l'absence d'un organe d'impulsion, démontre, chaque jour, son inefficacité.

Il faudrait aussi, pour éviter les blocages, que les décisions du Conseil soient prises à la majorité qualifiée, éventuellement renforcée dans de rares cas, celle-ci étant calculée de façon à assurer un équilibre satisfaisant entre les "grands" et les "petits" pays.

Il faudrait donner au Parlement européen un pouvoir législatif à égalité avec le Conseil et simplifier les procédures.

Il faudrait enfin que les pays qui voudraient établir entre eux une plus forte cohésion puissent le faire et constituer ainsi une sorte de noyau fédéral, comme l'avait proposé, en septembre 1994, le memorandum de la CDU/CSU allemande. Un tel noyau, du jour où il existerait, exercerait une telle force d'attraction que la plupart des autres pays feraient les plus grands efforts pour le rejoindre. Il est clair que l'Allemagne et la France devraient en

faire partie, ainsi que tous les pays décidés à établir entre eux un lien fédéral, condition d'une Union à la fois démocratique et efficace.

L'application simultanée de politiques restrictives, dans la plupart des pays, en vue de satisfaire aux critères de Maastricht, sans contrepartie positive au niveau de l'Union, contribue à rendre l'Europe impopulaire. Il conviendrait de compenser les effets déflationnistes des politiques nationales, notamment par le financement, au moyen d'emprunts, des grands travaux inscrits au Livre blanc, ainsi que l'avait proposé la Commission européenne. En tout cas, tout retard dans la marche à la Monnaie unique, qui prolongerait l'incertitude actuelle, doit être proscrit. Bien au contraire, c'est une accélération du processus d'Union monétaire qui serait souhaitable, si elle était possible. Les Etats qui y accéderont devront conduire ensemble une politique arrêtée au niveau européen par un pouvoir démocratique commun, interlocuteur indispensable de la future Banque centrale.

Quant à l'élargissement de l'Union, il est inévitable, car les pays qui ont été délivrés de la dictature communiste aspirent à nous rejoindre, et nous ne pouvons nous dérober à notre devoir de solidarité. Mais tout nouvel élargissement qui se ferait avant que n'aient été sérieusement renforcées les institutions de l'Union serait suicidaire. Seule une Union Européenne simplifiée et renforcée dans ses institutions sera en mesure d'assurer durablement la réussite de l'élargissement à d'autres pays d'Europe centrale et orientale.

LE ROLE DE LA FRANCE

Dans ces négociations l'attitude de la France jouera un rôle capital, et elle va donc porter une lourde responsabilité. Nous attendons que les autorités françaises prennent des positions claires et tournées vers l'avenir.

Nous faisons appel à tous ceux et celles qui partagent notre analyse, et leur demandons de rejoindre notre combat. Car l'avenir de notre pays serait bien sombre si devait avorter le grand dessein européen auquel se sont dévoués tant de Français.

*Le Groupe permanent
pour une Europe démocratique*

Liste des personnalités ayant accepté de signer le texte «L'Europe attend»

- Recteur Gérald ANTOINE.
- Bruno BOISSIÈRE : ancien vice-président du Groupe des verts au P . Secrétaire général adjoint de l'U.E.F.
- Marcel BOITEUX : président honoraire d'Ed .
- François CAILLETEAU : inspecteur général des finances.
- Henri CARTAN : membre de l'Institut.
- Jean-Claude CASANOVA : professeur à l'Institut d'études politiques de Paris, directeur de la revue « Commentaire ».
- André CHANDERNAGOR : premier président honoraire de la Cour des comptes.
- Roger-Henri CHIPOT : président de la chambre nationale des experts et conseils financiers (CNEF).
- Hubert CURIEN : membre de l'Institut.
- François DAGOGNET : professeur de philosophie à l'Université de Paris I.
- Francine DARD : vice-présidente de la commission féminine du Mouvement Européen (France).
- Chantal DELSOL : professeur de philosophie à l'Université de Marne-la-Vallée.
- Michel DRANCOURT : ancien délégué général de l'Institut de l'entreprise.
- Jean ELLEINSTEIN : historien, professeur émérite des Universités.
- François FEJT  : journaliste, écrivain.
- Jean-Pierre GOUZY : président d'honneur de l'association des journalistes européens.
- Marc HEIM : directeur du coll ge universitaire d'études fédéralistes.
- Stéphane HESSEL : ambassadeur de France.
- André HOLLEAUX : conseiller d'état honoraire.
- Monique JEANMICHEL : secrétaire général de l'Association Européenne des Enseignants (AEDE), (France).
- Louis LEPRINCE-RINGUET : de l'Académie française.
- Jacques LESOURNE : professeur au Conservatoire National des Arts et Métiers (CNAM), ancien directeur du journal « Le Monde ».
- Recteur Robert MALLET.
- Alexandre MARC : président-fondateur du Centre international de formation européenne.
- Martine MEHEUT : professeur de philosophie.
- Henri MENUJIER : professeur à l'Université de Paris X.
- Albert MERLIN :  conomiste, président de la SEDEIS.
- Edgar MORIN :  crivain, sociologue.
- Pierre-Alain MUET :  conomiste, professeur à l' cole Polytechnique.
- Georges NAVET : maître de conférences à l'université de Reims, président de la société R. PROUDHON.
- Philippe NEMO : professeur à l' cole supérieure de commerce de Paris (chaire J. MONNET).
- Claude NIGOUJ : directeur de l'Institut des hautes études internationales (Nice).
-  mile NOËL (décédé) : secrétaire général honoraire de la Commission européenne.
- Yves-Henri NOUAILHAT : président européen de l'AEDE.
- Régis PARANQUE : inspecteur général des finances.
- Françoise PARISOT-BARATIER : présidente de « Futur-Présent ».
- Jean-Claude PECKER : membre de l'Institut.
- Me Louis PETTITI : juge à la Cour européenne des droits de l'Homme.
- Georges PEYRONNET : vice-président de l'AEDE (France).
- Alphonsine POUJADE : présidente de l'AEDE (Ile-de-France).
- Jacques-René RABIER : directeur général honoraire de la Commission européenne.
- Maurice RIEUTORD S.J. : secrétaire général de l'Institut Robert Schuman pour l'Europe.
- Joseph ROVAN : professeur honoraire des Universités, directeur de la revue « Documents ».
- Paul SABOURJIN : professeur de droit public à l'Université de Paris V.
- André-Louis SANGUIN : professeur de géographie à l'Université d'Angers.
- Christian SAUTTER : inspecteur général des finances.
- Laurent SCHWARTZ : membre de l'Institut.
- Jean-Marie SOUTOU : ambassadeur de France.
- André THIÉRY :  conomiste.
- Robert TOULEMON : inspecteur général honoraire des finances, président de l'Association française d'étude pour l'Union européenne (AFEUR).
- Doyen Georges VEDEL : ancien membre du Conseil constitutionnel.
- Bernard VOYENNE : journaliste, écrivain.



les fascicules

POUR UNE COUR CRIMINELLE INTERNATIONALE

des Fédéralistes Mondiaux

COMMUNIQUE

LES FEDERALISTES EUROPEENS DENONCENT L'INCAPACITE DE LA METHODE INTERGOUVERNEMENTALE ET DEMANDENT UNE ASSEMBLEE CONSTITUANTE EUROPEENE

A quelques jours du Conseil européen de Dublin, l'Union des Fédéralistes Européens (U.E.F.) demande aux gouvernements des états membres de reconnaître l'incapacité de la méthode intergouvernementale de doter l'Union européenne d'institutions démocratiques et efficaces, contrairement à ce que tentent de faire croire leurs déclarations faussement optimistes.

"La perspective de la monnaie européenne et le défi de l'élargissement rendent pourtant particulièrement nécessaire et urgent de créer de telles institutions, sans lesquelles l'Union se transformera inévitablement en une simple zone de libre échange incapable de répondre aux attentes des Citoyens européens. De plus, la méthode intergouvernementale se révèle incapable de s'appuyer sur le soutien des Citoyens européens", déclare Francesco ROSSOLILLO, Président de l'UEF.

Face à ce constat de double échec de la Conférence intergouvernementale, l'UEF "demande aux gouvernements d'en tirer les leçons et de faire maintenant appel à la souveraineté du Peuple en attribuant à une Assemblée constituante la tâche de doter l'Union européenne d'institutions démocratiques et efficaces à la hauteur des enjeux".

"Au Parlement européen d'assumer avec courage et détermination un rôle d'avant garde dans ce processus en revendiquant la responsabilité historique qui lui incombe en tant qu'organe démocratiquement élu par les Citoyens européens!" estime encore l'UEF.



UN PROJET ET UNE PROPOSITION D'ACTION POUR LA DÉMOCRATISATION DE L'ONU

de Dieter Heinrich

sont disponibles (5 francs l'unité) .
vous adresser :

PRESSE FEDERALISTE

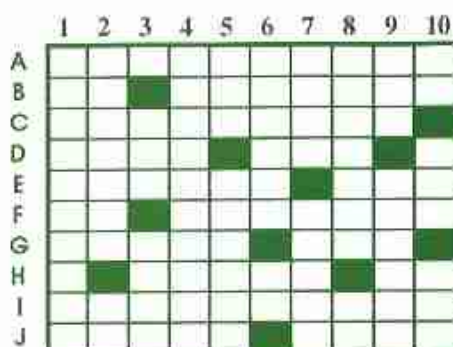
26, rue Sala
69002 LYON

Tel : 04.78.37.14.75
Fax : 04.78.42.54.07

FRANCE

Bruxelles, le 10 décembre 1996

FÉDÉMOTS par 三三三三 (3)



horizontalement

A/ La 827ème instituait le TPIY. B/ Dans pour dent - Docte assemblée, comme le comité de rédaction de Fédéchoses par ex... C/ Elles peuvent désormais choisir entre les urnes et les autres. D/ Démonstratif mais neutre - Déplaça Victoria, Disraeli et d'autres. E/ Piètre adjectif pour Thatcher, grand nom pour le Labour - Jupé pour la Grande Catherine mais culotté pour Louis le Bien-Aimé. F/ Initiales pour peintre fou, fou, fou... - Ainsi périt Guise. G/ Comme un discours de Barre - Pour des croisières de patrons ou pour des galères de travailleurs. H/ Artère prise à contre sens - Vache folle de major d'Olympe.

I/ Telles des *animales* de Vercors. J/ Génoise ou romaine, nous fait faite - Avant *match* au rugby pour un essai.

verticalement

1/ Aire d'Aiglon. 2/ Ensemble de Muses - Pour eux : US. 3/ Désordre chez les hommes de l'ordre - Le Guide de la peinture italienne. 4/ Homme d'OTAN... et de toujours plus. 5/ Au centre de Palerme - Comme Séguin au perchoir. 6/ Fleuron de l'ONU pour la femme et l'enfant - Bout de chou. 7/ Sénégalais pour le repos de (plus ou moins) volontaires africains - Grand pour l'étoile en tutu. 8/ Mauvaise rencontre pour Titanic - Jumelles de théâtre. 9/ Sortie en Bagnols - Il ne serait ni sage, ni Calmant d'y pousser Jeanne. 10/ On l'est 2 fois si on l'est bien - Un anglais - Service militaire d'antan.

solution problème 2

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
A	M	A	A	S	T	R	I	C	H	T
B	A	D	R	A	R			R	A	U
C	P	N	B		A	L	L	U	R	U
D	P		I	N	D	I	A		E	L
E	E	N	T		E	T	N	A		Y
F	M	O	R	D	U		D	D	A	S
G	O	C	E	A	N	I	E	N	N	E
H	N	E	R	V	I	S		A	N	E
I	D	S		O	O		J	U	I	N
J	E		A	S	N	I	E	R	E	S

samedi 28 juin

Parc Louis Dupic à Vénissieux

Nuit Métisse 97

à partir de 14h30, sous 4 grandes tentes :

" Village "

des organisations et associations de la société civile vous accueilleront autour des thèmes :

* Citoyenneté - Montée de l'intolérance et du Racisme * Action humanitaire d'urgence - Insertion *
* Droits de l'homme * Coopération Nord-Sud - Partenariat et Échange - Développement *

à partir de 15h30

" Arbres à palabres "

débats autour des 4 thématiques du Village

de 14h30 à 19h30

" Animations "

contes, animations par les associations locales, percussions, danse, jonglage...

à partir de 19h30

" Concerts "

Lex LEO (rap groove) - Lou DALFIN (folk italien électrique) -

Orchestre National de Barbès (oriental moderne) - ALABINA (arabé andalou) -

Organisé par le Centre culturel Boris Vian et Bioforce-développement, avec la participation d'une quarantaine d'associations, dont Citoyens du Monde - Fédéralistes Mondiaux Rhône-Alpes - Union Européenne Fédéraliste - Ligue des Droits de l'Homme - Amnesty - SOS Racisme - Secours Populaire - Urgence Démocratie Algérie - Mouvement de la Paix - Artisans du Monde - Institut des Droits de l'Homme - etc..

c'est le rendez-vous de l'amitié, du dialogue, de la réflexion citoyenne,
de la fête et de la musique ;
réservez cette journée.